



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de coordination des  
politiques publiques**

**Arrêté préfectoral n° 2021-0816 du 9 juillet 2021**

portant enregistrement de l'agrandissement d'un atelier de stockage et de préparation  
d'épices exploité par la SA LA BOVIDA sur le territoire de la commune du Subdray,  
ZAC César, rue du Bois des Chagnières

Le Préfet du Cher  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 27 décembre 2018 du président de la république portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 du président de la république portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne approuvé le 4 novembre 2015 ;

**Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Cher Amont approuvé le 20 octobre 2015 ;

**Vu** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) approuvé le 4 février 2020 ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de la commune du Subdray approuvé le 20 novembre 2007 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales (article L. 512-7) applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la demande présentée en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 et complétée le 2 avril 2021 par la SA LA BOVIDA dont le siège social est situé rue du Bois des Chagnières – ZAC César – 18 570 Le Subdray pour l'enregistrement d'un entrepôt couvert (rubriques n° 1510.2 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune du Subdray ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

**Vu** les actes administratifs délivrés antérieurement (récépissé préfectoral à déclaration du 30 août 2001 et courrier préfectoral du 2 août 2007) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2020 portant décision, après examen au cas par cas de la demande enregistrée F02420P0052, d'absence de soumission à évaluation environnementale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-0493 du 10 mai 2021 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** les observations du public, recueillies entre le 31 mai et le 28 juin 2021 ;

**Vu** les observations des conseils municipaux consultés entre le 10 mai 2021 et le 2 juillet 2021 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil municipal de la commune de La Chapelle-Saint-Ursin lors de la séance en date du 27 mai 2021 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Saint-Caprais lors de la séance en date du 15 juin 2021 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Saint Florent-sur-Cher lors de la séance en date du 15 juin 2021 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Trouy lors de la séance en date du 22 juin 2021 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Morthomiers lors de la séance en date du 25 juin 2021 ;

**Vu** l'avis émis par le conseil municipal de la commune du Subdray lors de la séance en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 2 juillet 2021 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 7 juillet 2021 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'observation formulée par le demandeur le 8 juillet 2021 et qui a été prise en compte ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement a pour objet l'extension de l'établissement pour augmenter la capacité de stockage ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département du Cher ;

## ARRÊTE

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

Les installations de la SA LA BOVIDA, dont le siège social est situé rue du Bois des Chagnières – ZAC César – 18 570 Le Subdray, faisant l'objet de la demande susvisée du 1<sup>er</sup> décembre 2020 et complétée le 2 avril 2021, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune du Subdray, rue du Bois des Chagnières – ZAC César.

Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

##### ***ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE A ENREGISTREMENT DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES***

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique 1510.

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
1510	2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Volume des entrepôts	$\geq 50\,000\text{ m}^3$ $< 300\,000\text{ m}^3$	103 500 m <sup>3</sup>

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations enregistrées sont situées sur les parcelles suivantes.

Commune	Références des parcelles	Surface en m²
Le Subdray	Section ZB n° 59, 86	48 024

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande déposée le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et complétée le 2 avril 2021.

### **CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

#### **ARTICLE 1.4.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs (récépissé préfectoral à déclaration du 30 août 2001 et courrier préfectoral du 2 août 2007) restent applicables.

#### **ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Les installations et leurs annexes respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7) du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION. VOIES DE RECOURS**

#### **ARTICLE 2.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 2.2. SANCTIONS**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 2.3. INFORMATION DES TIERS**

En vue de l'information des tiers :

– une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie du Subdray et peut y être consultée ;

– un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie du Subdray pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture du Cher, secrétariat général, service de coordination des politiques publiques, section coordination des ICPE, place Marcel Plaisant – CS 60 022 – 18 020 Bourges cedex ;

– l'arrêté est adressé aux conseils municipaux du Subdray, de La Chapelle-Saint-Ursin, de Morthomiers, de Saint-Caprais, de Saint-Florent-sur-Cher et de Trouy ayant été consultés en application de l'article R. 512-46-11 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 2.4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L. 514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les décisions mentionnées peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 2.5. EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire du Subdray, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la SA LA BOVIDA.

Le préfet,

*SIGNÉ*

Jean-Christophe BOUVIER

